



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 31 mars 2025

Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JUSTEAU Frères

1 rue Principale
49700 Louresse-Rochemenier

Références : 2025-110_INSP_RAP_SB_JUSTEAU - Le Moulin Tessier 3
Code AIOT : 0006306936

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement JUSTEAU Frères implanté Moulin Tessier Noyant-La-Plaine 49700 Tuffalun. L'inspection a été annoncée le 21/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel d'inspection et dans la continuité de 2 autres inspections menées le même jour sur d'autres sites du groupe Justeau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JUSTEAU Frères
- Moulin Tessier Noyant-La-Plaine 49700 Tuffalun
- Code AIOT : 0006306936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une petite carrière de falun située au lieu-dit « Moulin Tessier » à Noyant-La-Plaine sur la commune de Tuffalun, dont l'exploitation a été autorisée en 2016. La surface totale d'emprise est de près de 5,3 ha, pour une production maximale autorisée de 10 500 t/an durant 20 ans.

L'exploitation est conduite par campagnes, avec un engin mécanique (pelle hydraulique) et a lieu hors d'eau au-dessus de la nappe. L'autorisation prévoit une remise en état coordonnée à l'avancement de l'exploitation. Après le remblayage avec des apports de matériaux inertes, un boisement des terrains est prescrit.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative

- Paysage
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité au dossier	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 1.3 et Code de l'environnement, article L.512-7 (§I)	Mise en demeure, dépôt de dossier Demande d'action corrective	3 mois 1 mois
2	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 1.5.5	Demande d'action corrective	15 jours
3	Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Plans	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.4.5	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Enquête annuelle	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.4.6	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Surveillance relative à l'eau	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 3.2.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 3.2.5.1	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Épaisseur et profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.4.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La prise en compte et le respect de la réglementation applicable à l'installation classée pour la protection de l'environnement, par l'exploitant dans l'exploitation, ne sont pas satisfaisants.

Aucune activité d'extraction n'était en cours et aucun secteur excavé n'était visible lors de l'inspection. L'exploitant a développé des activités de transit voire stockage de déchets (plastique, bois de toute nature) classables sur le site. Ces activités ne sont pas autorisées dans l'établissement. La visite a aussi montré des non-conformités sur différents aspects (suivi des eaux, paysage, conditions d'avancement de l'exploitation).

Une proposition de mise en demeure est faite au préfet afin d'obtenir une mise en conformité des installations. D'autres aspects nécessitent aussi des actions et/ou justificatifs de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 1.3 et Code de l'environnement, article L.512-7 (§I)
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier
Prescription contrôlée : 1.3 La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande d'autorisation et des compléments fournis en cours d'instruction, sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur. L.512-7 I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.
Constats : La présence de déchets non autorisés dans l'établissement a été constatée. Il s'agit de bâches plastiques (près de 2 bennes), de bois de toute nature (potentiellement de catégorie A : bois vierge, B : bois revêtu ou traité non dangereux, voire C : bois revêtu ou traité dangereux) qui représente un volume relativement important (supérieur à 1 700 m ³). La présence des déchets de bois relève à minima de la rubrique 2714 sous le régime de l'enregistrement. Des broyats de bois de toute nature sont également présents sur certains secteurs du site, notamment au niveau du merlon périphérique sud-est du site en limite de la parcelle ZH84 voisine et le long de la piste d'accès nord-ouest. Le stockage de ce type de déchets sur le site n'est pas autorisé. Ce type d'activités relève d'un classement au titre d'une ou plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées. Un volume également important, estimé à plus de 6 000 m ³ de déchets minéraux est également entreposé sur le site jusqu'à une hauteur de l'ordre de 8 m de haut.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : a) L'exploitant doit justifier des activités exercées et dûment justifier leur situation administrative au regard de la réglementation applicable aux installations classées (installations classables au titre de la nomenclature des installations classées sous les rubriques 1532, 2714, 2718, 2791 ou d'autres rubriques). Une démarche de régularisation doit être engagée, soit en mettant ces activités à l'arrêt selon la procédure de cessation d'activité adaptée, soit, si les règles d'urbanisme le permettent, en sollicitant au préfet l'autorisation de poursuivre les activités selon la procédure ad'hoc (télédéclaration, dossier d'enregistrement ou demande d'autorisation environnementale). A défaut d'engager une régularisation visant à la poursuite d'exploitation les concernant, les déchets non autorisés sont évacués par l'exploitant, vers des filières dûment autorisées à les recevoir. b) L'exploitant doit évacuer les déchets de plastique et les déchets épandus sur le merlon et le long de la piste d'accès nord-ouest vers des filières dûment autorisées à les recevoir. L'exploitant doit mettre l'entreposage d'apports de déchets inertes ainsi que le stock de falun dans l'établissement en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : a) Mise en demeure, dépôt de dossier ; b) Demande d'action corrective,
Proposition de délais : a) 3 mois ; b) 1 mois

N° 2 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 1.5.5
Thème(s) : Autre, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet au moins dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">• tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;• lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
Constats : L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement en cours de validité. Le montant de cet acte est calculé sur la base de l'indice TP01 de juillet 2014 (705,6 soit 107,98 compte tenu du re-basage de 2010). Le dernier indice TP01 connu à la date de l'inspection est celui de décembre 2024 = 130,6. L'exploitant n'a pas actualisé le montant des garanties financières bien que l'indice TP01 a augmenté de plus de 15 %.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit actualiser le montant des garanties financières de sa carrière. L'exploitant doit adresser un acte de cautionnement à jour, accompagné des éléments de calcul s'y rattachant au préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.2.1
Thème(s) : Autre, Intégration paysagère
Prescription contrôlée : [...] La hauteur des stockages de matériaux (extraits ou apports) présents dans de l'emprise du site n'excède pas 3 m pour limiter l'appel visuel sur le site. [...]
Constats : La hauteur des stockages de matériaux (extraits ou apports) présents dans l'emprise du site dépasse nettement 3 m. La hauteur atteinte a été évaluée à environ 8 m, aussi bien pour les stocks de falun que pour les apports de remblais.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se mettre en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Épaisseur et profondeur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.4.2.2
Thème(s) : Autre, Épaisseur et profondeur d'extraction
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale d'extraction et la cote minimale d'exploitation sont : <ul style="list-style-type: none">▪ Épaisseur maximale d'extraction : 4 mètres environ ;▪ Cote minimale du fond de fouille : au moins un mètre au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues sans être inférieure à 76 m NGF.
Constats : Il n'y avait aucune excavation sur le site lors de la visite. La totalité des terrains vus était remblayée ou non excavée. A défaut, la situation observée est considérée conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.4.5
Thème(s) : Autre, Plans
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle minimale de 1/1500 ^e de l'exploitation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• l'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ;• les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;• les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation (et de remblaiement) ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, remblaiement et sommet des stocks ;• la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire : <ul style="list-style-type: none">• les zones en cours d'exploitation,• les zones exploitées et remises en état et la nature du réaménagement effectué,• les zones exploitées en cours de réaménagement,• les futures zones à exploiter,• la localisation des stockages de matériaux,• la localisation des pistes, clôtures et accès.
Constats : L'exploitant a communiqué le 26/02/2025, à la demande de l'inspection des installations classées, un plan d'exploitation du site. Le plan communiqué date du 14/09/2021. Les indications figurant sur ce plan ne sont pas à jour depuis plus de 3 ans et ne correspondent pas à la situation constatée (si ce n'est l'emplacement général de l'activité « en cours ») lors de l'inspection. Ce plan ne comporte pas de légende permettant d'apprécier de façon pertinente les trames

graphiques et les autres indications présentées. Il n'indique pas explicitement :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ni ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;
- des cotes d'altitude sont indiquées, toutefois aucune ne figure en fond d'excavation, sauf en périphérie (environ 76,6 mNGF au plus bas) ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales (où est la clôture ?).
- Les différentes zones en cours d'exploitation, remises en état ne sont pas indiquées explicitement. La mention « En cours d'exploitation », figure sur la parcelle où il est aussi indiqué « Remise en état ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité et mettre à jour son plan.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Enquête annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.4.6

Thème(s) : Autre, Enquête annuelle

Prescription contrôlée :

Chaque année, l'exploitant renseigne le questionnaire relatif à l'activité de la carrière au cours de l'année précédente dans le délai prévu.

Simultanément, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, la mise à jour annuelle du plan prévu à l'article 2.4.5

Constats :

L'exploitant n'a pas renseigné le questionnaire relatif à l'activité de la carrière depuis 2021 et n'a pas adressé simultanément, à l'inspection des installations classées, la mise à jour annuelle du plan prévu à l'article 2.4.5.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité (déclaration GEREP et plan).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.5.1

Thème(s) : Autre, Remise en état du site

Prescription contrôlée :

[...]

Sans préjudice des dispositions de l'article 2.4.2.1 du présent arrêté, les travaux de remise en état sont menés parallèlement à l'avancée de l'exploitation de telle sorte que la surface totale en chantier n'excède pas 1,1 ha. En particulier, les opérations de remise en état par remblaiement et de boisement sont progressives et suivent l'avancement de l'exploitation de la carrière avant la fin de

l'autorisation.[...]
Constats : <p>La partie nord du site est réaménagée et a fait l'objet d'un boisement (plantations) comme prévu. Il a toutefois été constaté que les plantations mises en place sont en majorité (voire en totalité) mortes. L'exploitant a indiqué qu'il prévoit de les renouveler dès que possible.</p> <p>La surface totale en chantier (zone de stockage de remblais, de faluns, de terre végétale, secteurs décapés, stockages de bois et autres sur le site apparaît supérieure à 1,1 ha (estimée de l'ordre de 1,5 ha minimum sur le site geoportail.gouv.fr)).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>a) L'exploitant doit se mettre en conformité.</p> <p>b) En outre, l'inspection des installations classées prend note que l'exploitant renouvellera les plantations du boisement lors de la prochaine période favorable. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de l'informer lorsque les plantations seront faites.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Surveillance relative à l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 3.2.5.1
Thème(s) : Autre, Surveillance relative à l'eau
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>L'exploitant réalise ensuite une analyse à l'issue de chaque phase quinquennale d'exploitation (tous les 5 ans au moins) portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.5.2 au niveau des eaux présentes dans le piézomètre prévu à l'article 2.1.5 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant effectue également, une analyse annuelle des eaux présentes dans cet ouvrage sur les paramètres suivants : pH, DCO et indice en hydrocarbures totaux.</p> <p>L'exploitant effectue aussi, deux fois par an, en période de basses eaux, et en période de hautes eaux une mesure du niveau d'eau dans le piézomètre.</p>
Constats : <p>L'exploitant a communiqué le 26/02/2025, à la demande de l'inspection des installations classées, des résultats d'analyses d'eau et de suivis du niveau d'eau dans le piézomètre du site.</p> <p>Les analyses transmises portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2024 (prélèvement du 19/11/2024- pH, DCO et indice en hydrocarbures totaux) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ eau de l'étang parcelle ZH77 (au nord du site) ; ▪ eau de l'étang parcelle ZH84 (au sud-est du site). • 2023 (prélèvement du 22/11/2023 - pH, DCO et indice en hydrocarbures totaux) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ eau de l'étang parcelle ZH77 (au nord du site) ; ▪ eau de l'étang parcelle ZH84 (au sud-est du site). • 2022 (prélèvement du 22/11/2022 - pH, DCO et indice en hydrocarbures totaux) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ eau de l'étang parcelle ZH77 (au nord du site). <p>L'exploitant n'a communiqué aucune analyse relative au puits situé au lieu-dit « La Largerie » et au forage F4 présent à l'Ouest du site pour lesquels une mesure est prescrite.</p> <p>L'exploitant n'a communiqué aucune analyse approfondie (quinquennale) complétée par les paramètres ammonium, phosphates, chlorures, DCO, COT, fluorures, sulfates, phénols, les métaux lourds (Sb, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Co, Hg, Pb, Mo, Ni, Se, V et Zn), HAP, PCB et BTEX. La dernière analyse connue de l'administration date de janvier 2018.</p>

Le suivi analytique des eaux n'est pas conforme.

Concernant le niveau d'eau atteint par la nappe, mesuré dans le piézomètre, les résultats montrent qu'en 2024 seulement une des 2 mesures prescrites a été faite. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le piézomètre se situait sous le stock de faluns extraits et il n'est pas accessible.

De 2019 à 2024, le niveau le plus haut mesuré est de 75,1 m NGF soit à priori plus d'un mètre sous la cote d'altitude indiquées en périphérie du fond d'excavation sur le plan transmis (cf. point de contrôle n°4 et n°5).

Le suivi piézométrique de 2024 n'est pas conforme puisqu'il est inaccessible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 3.5.4

Thème(s) : Autre, Surveillance des émissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser au moins **tous les ans** et à ses frais, une mesure des émergences et une vérification des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité.

Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle. ; Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les niveaux sonores sont contrôlés en limite de propriété dans l'angle le plus à l'Est de la parcelle n°85 (face aux habitations du lieu-dit « La Largerie »).

Les émergences sont contrôlées, à 4 emplacements au moins, au niveau des habitations les plus proches :

- point 1 : du lieu-dit « La Largerie » ;
- point 2 : du hameau « Les Moulins » (située au Nord) ;
- point 3 du hameau « Les Moulins » (située au Sud) ;
- point 4 : à Ambillou-Château.

L'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires et informe l'inspection des installations classées.

Un plan localisant le point de suivi des niveaux et des émergences est annexé au présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a communiqué le 26/02/2025, à la demande de l'inspection des installations classées, un rapport de mesures acoustiques faites le 28/02/2023.

Les résultats présentés dans ce rapport concernent les émergences mesurées à 4 emplacements dans l'environnement du site.

L'emplacement de la mesure « ZER n°2 » ne correspond pas strictement au point 2 prescrit par l'autorisation d'exploiter (et par ailleurs localisé dans ses annexes).

Aucun résultat de mesure de niveau sonore dans l'angle le plus à l'Est de la parcelle n°85 (face aux

habitations du lieu-dit « La Largerie ») ne figure dans ce rapport.

L'intitulé du rapport (dB acoustique du 09/03/2023) précise « Plateforme de transit et de traitement de matériaux minéraux inertes » ce qui pose question dans la mesure où l'établissement est une carrière. Ce rapport n'indique pas la méthode de mesure des émissions sonores qui a été utilisée (contrôle ou expertise) au regard de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Quoi qu'il en soit, lors de la mesure de 2023 les émergences sonores étaient conformes (au moins de 2 dB(A) sous la valeur limite d'émergence).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'attacher à respecter strictement les dispositions prescrites lors de la prochaine campagne de mesures (au plus tard en 2026) et la méthode de mesure utilisée doit être précisée dans le rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Conformité au dossier



Présence de déchets plastiques (bâches)



Présence de broyats de bois de toute nature sur merlon périphérique sud-est



Présence de broyats de bois de toute nature sur merlon périphérique sud-est



Stockage de déchets de bois



Stockage de déchets de bois



Stockage de déchets de bois



Stockage de déchets de bois



Stockage de déchets de bois

N°3 : Intégration paysagère



Stocks de déchets inertes (remblais) et de falun

N°7 : Remise en état du site



Secteur remis en état et boisé
(plantations mortes)